

Mémoire de **Québec d'abord**,
Opposition officielle à la Ville de Québec soumis
au ministre des Finances dans le cadre des
consultations pré budgétaires 2025-2026

Le 10 février 2025

Le 10 février 2025

M. Eric Girard
Ministre des Finances
Ministère des Finances du Québec
390, boul. Charest Est
Québec (Québec) G1K 3H4

Objet : Consultations pré budgétaires 2025-2026

Monsieur le Ministre,

Les conseillères et conseillers de l'opposition à la Ville de Québec réunis sous la bannière **Québec d'abord**, souhaitent vous partager quelques-unes de leurs préoccupations et réflexions dans le cadre de vos consultations pré budgétaires 2025-2026. Nous participons à cet exercice depuis quelques années déjà et nous avons été heureux de constater que certaines de nos suggestions avaient été retenues au fil des années. C'est le cas entre autres de l'acquisition des terres des Sœurs de la Charité, de même que l'installation de nouvelles stations d'échantillonnage pour assurer une meilleure qualité de l'air dans les quartiers centraux de Québec formulées en 2022 et, plus récemment en 2024, la poursuite de la réalisation du projet d'Espace bleu au Séminaire de Québec, projet qui est devenu le Musée national de l'histoire du Québec.

Depuis notre mémoire de l'an dernier, la situation économique du Québec en général et de la Ville de Québec en particulier, ne s'est malheureusement pas améliorée. Stagnation de l'économie, fermetures de nombreux commerces et entreprises, perte de plusieurs milliers d'emplois, et alors que l'inflation et les taux d'intérêts commençaient à fléchir enfin, nos voisins américains ont élu un nouveau président. La réélection de Donald Trump, les menaces d'augmentation de 25% des tarifs douaniers ne feront rien pour améliorer la situation économique.

Je vous rappelle que l'an dernier, nous vous avons cité les résultats du sondage *Conjoncture 2024* qui brossait un portrait pessimiste des perspectives d'affaires dans la région pour 2024. Le président-directeur général de Québec International, Carl Viel, avait alors affirmé à Radio-Canada qu'il n'a jamais vu une pareille situation en 15 ans au sein de l'organisation¹. Les résultats du sondage *Conjoncture 2025* viennent tout juste d'être connus et résument l'ambiance actuelle en un mot : incertitude².

Sur le seul plan des mises en chantier, la RMR de Québec a connu une légère augmentation, mais la difficulté à se loger pousse encore certains citoyens à l'endettement et à l'appauvrissement. Il est urgent d'agir.

La crise du logement continue de frapper de plein fouet notre ville avec un taux d'inoccupation à 0,9%, le taux le plus faible en 15 ans³, et son administration semble à court d'imagination et de moyens pour répondre à la crise et stimuler la construction de nouveaux logements.

¹ [L'optimisme des entrepreneurs de Québec en chute](#), Radio-Canada, Magalie Masson, 31 janvier 2024.

² <https://www.quebecinternational.ca/fr/nouvelles/sondage-conjoncture-2025-leger-regain-d-optimisme-teinte-par-l-incertitude>

³ [SCHL : Rapport sur le marché locatif de 2024](#)

Sur un autre plan, Québec a connu une augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance tel qu'en fait foi le recensement effectué l'an dernier. Votre ministère ayant pignon sur rue dans le quartier Saint-Roch, cette situation ne peut donc vous échapper.

Un coup de barre s'impose. Le gouvernement doit faire plus pour sa capitale qu'il ne l'a fait jusqu'à maintenant. Nous demandons des actions concrètes pour la réalisation du Plan Cité. Les délais causés par votre gouvernement ont entraîné des retards et des difficultés qui ont fait gonfler les prix et miner sa crédibilité auprès de la population. Les tergiversations autour du Tramway nuisent aux projets immobiliers qui pourraient voir le jour le long de son trajet et contribuent malheureusement à plomber le développement économique de toute la région. Notre région est confrontée à un manque cruel de leadership à tous les paliers de gouvernement. Je vous rappelle que la population s'attend à davantage de la part de votre gouvernement qui détient une majorité de sièges dans la région, en plus de compter cinq ministres importants sur les deux rives du fleuve, à moins de deux ans d'une échéance électorale, vous auriez avantage à le prendre en compte. En souhaitant que ce document puisse vous aider à identifier des projets porteurs pour notre région.

Veuillez recevoir nos salutations distinguées.



Claude Villeneuve
Chef de l'Opposition officielle
Conseiller municipal de Maizerets-Lairet



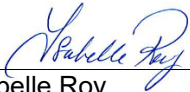
Alicia Despins
Conseillère municipale de Vanier-Duburger



Véronique Dallaire
Conseillère municipale
des Saules-Les Méandres



Anne Corriveau
Conseillère municipale
de la Pointe-de-Sainte-Foy



Isabelle Roy
Conseillère municipale de Robert-Giffard



Louis Martin
Conseiller municipal
de Cap-Rouge-Laurentien



Patricia Boudreault-Bruyère
Conseillère municipale
de Neufchâtel-Lebourgneuf

Demandes de Québec d'abord pour améliorer la qualité de vie des citoyennes et citoyens de la ville de Québec

1. Habitation et logement

Le taux d'inoccupation au centre-ville de Québec (St-Roch) est de moins de 1% et avec le nombre encore limité de mises en chantier sur le territoire, c'est devenu difficile de trouver un logement à Québec, autant pour les propriétaires que les locataires. Cela étant dit, pour faire parler encore davantage cette statistique, il y avait au moment d'écrire ces lignes 12 logements disponibles dans ce quartier. Cette information démontre bien l'ampleur du problème du logement à Québec et ailleurs. Votre gouvernement a bien sûr contribué à mettre en chantier plusieurs projets, mais c'est malheureusement loin d'être suffisant. Il est plus que temps que votre gouvernement, en collaboration avec le gouvernement fédéral, mette sur pied un vaste chantier de construction de nouveaux logements pour les familles moins favorisées. Comme vous le savez, l'augmentation importante des transformations d'appartements en hébergement touristique (Airbnb) ou encore les « rénovictions » compliquent la situation. La Vision de l'habitation de la Ville de Québec présentée en 2020 tarde à se réaliser, faute de soutien du gouvernement provincial. Il est temps de se mettre collectivement au travail!

Demandes :

- Déployer un programme spécial de soutien aux zones à fort potentiel en collaboration avec le fédéral afin d'augmenter l'offre de logements à Québec, notamment sur les friches de la 41^e Rue, le terrain vacant de la rue de Verdun et la zone du Colisée sur le site d'ExpoCité;
- Nous réitérons le souhait de voir se construire au moins 500 logements sociaux (à ne pas confondre avec des logements abordables) annuellement pour Québec pour les 5 prochaines années;
- Poursuivre l'évaluation des hypothèses de reconversion des bâtiments de l'Hôtel-Dieu de Québec pour assurer de conserver un nombre critique de travailleurs et de résidents dans le Vieux-Québec et de créer du logement dans les autres bâtiments ou terrains adjacents;
- Mettre en place une stratégie concrète pour soutenir la création et le maintien de résidences privées pour aînés (RPA);
- Considérant le faible nombre de projets sélectionnés pour le Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) (2 pour la Capitale-Nationale), nous souhaitons voir le gouvernement mettre rapidement en branle une phase 2 aux appels à projets.

2. Culture et patrimoine

Québec avait su profiter du succès des Fêtes de son 400^e pour devenir une destination de choix pour les visiteurs du reste du pays et d'ailleurs. Son administration d'alors avait travaillé de concert avec le gouvernement du Québec pour conserver son élan de succès par des rendez-vous culturels de grande envergure. Moulin à images, prestations annuelles de cirque, spectacles à grand déploiement, festivals variés, rendez-vous théâtraux, Québec a vibré en célébrant chacune des muses de l'Antiquité. Mais depuis quelques années, tout cela s'est étiolé avec la réappropriation de la subvention pour les grands événements par votre gouvernement, sa dilution. Les coupures récentes de subsides aux grandes expositions des musées nationaux dans la capitale, sans oublier la perte de la gratuité le 1^{er} dimanche du mois sont des coups durs pour ces institutions. Il y a aussi la diminution du nombre de représentations dans certains théâtres, quand ce n'est pas l'annulation pure et simple d'une production. Le milieu artistique de Québec a besoin du soutien de votre gouvernement.

À Québec seulement, La Bordée, Ex Machina, ont diminué leurs productions alors que Premier Acte et Pupulus Mordicus se sont vus contraints d'annuler des spectacles ou de fermer prématurément. Nous soutenons les artistes et artisans culturels réunis autour du Front commun pour les arts qui réclament une hausse du financement du Conseil des arts et des lettres du Québec.

Québec, berceau de l'Amérique française en Amérique du Nord, célébrera en 2025 le 40^e anniversaire de son inscription à la prestigieuse liste des villes du patrimoine mondial de l'UNESCO. Son statut de capitale et de seule ville québécoise sur cette liste prestigieuse lui impose des responsabilités plus importantes que d'autres municipalités à cause de son patrimoine riche de quatre arrondissements historiques. Soulignons que Québec est la première ville francophone à rejoindre le réseau mondial des villes créative de l'UNESCO à titre de « Ville de littérature ».

La situation économique actuelle a un impact important sur la protection du patrimoine. De plus en plus de maisons ou de bâtiments patrimoniaux sont négligés ou pire, abandonnés, faute d'investissements suffisants pour des rénovations ou des travaux de reconstruction. Il conviendrait aussi de trouver une solution rapide au problème criant de l'assurance des bâtiments patrimoniaux puisqu'à cause des coûts de reconstruction à neuf trop élevés, les compagnies d'assurances refusent de plus en plus d'assurer les bâtiments patrimoniaux, au grand dam de leurs propriétaires. Il est étonnant que la responsabilité d'un bien jugé patrimonial aux yeux de notre société, ne repose que sur les seules épaules de son ou de sa propriétaire.

Demandes :

- Nous voudrions une augmentation des enveloppes consacrées aux arts vivants pour rétablir l'équilibre avec la part occupée par la sauvegarde du patrimoine bâti dans les ententes entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (MCCQ);
- Trouver, en collaboration avec le milieu, une vocation aux anciennes Nouvelles casernes, peut-être en lien avec la collection archéologique de la Ville de Québec;
- Le fonds des grands événements, récupéré par le Secrétariat à la Capitale-Nationale du Québec pourrait être davantage mis à contribution pour assurer le rayonnement culturel de Québec, en concordance avec la nouvelle Vision événementielle de la Ville de Québec;
- Nous sollicitons une intervention concertée du gouvernement et des villes via les unions municipales auprès des compagnies d'assurances pour trouver une solution pour aider les propriétaires qui ne parviennent plus à assurer leurs bâtiments patrimoniaux;

- Nous réitérons notre soutien aux projets d'agrandissement des installations du théâtre Premier Acte et la construction de l'Espace Riopelle au Musée national des beaux-arts du Québec;
- Nous demandons une réactivation de l'aide du gouvernement pour le Plan des Rivières;
- Afin de préserver l'accès du public québécois à des expositions internationales de grande envergure, nous sollicitons le ministère de la Culture pour qu'il compense le million de dollars retranché par la Ville de Québec au financement des musées d'État, assurant ainsi la pérennité de leur programmation et leur rayonnement.

3. Mobilité et transport

En attendant la réalisation du projet de tramway, des mesures immédiates pourraient être prises et mises en place par le Réseau de transport de la Capitale en autant que le gouvernement lui donne les moyens et que le RTC soit disposé à investir ces sommes dans des services d'autobus plutôt qu'uniquement dans le vélo. Dans le plan initial du Réseau express de la Capitale (REC), c'était le gouvernement du Québec qui devait être responsable du développement de la desserte de la couronne nord en matière de transport en commun de même que les voies réservées. Cependant, depuis les nouvelles ententes, il existe un flou et cela semble dorénavant à la Ville, qui n'a pas encore bougé beaucoup dans ce dossier, de s'en occuper.

Les citoyens de ces secteurs n'ont trop souvent pas d'autres choix que d'avoir recours à l'automobile pour se déplacer vers les centres d'emplois ou les institutions scolaires, faute d'un transport en commun adapté à leur réalité. Donc, le gouvernement doit mettre en place d'autres mesures en matière de mobilité et de transport qui pourraient être adoptées pour améliorer la fluidité et assurer la sécurité de la population en attendant la réalisation du projet de tramway.

Demandes :

- Nous réitérons notre demande de voir la transformation rapide de l'autoroute Dufferin-Montmorency en boulevard urbain, compatible avec un potentiel lien à l'Est;
- Nous demandons que le MTQ poursuive les études de transformation de la partie de l'autoroute Laurentienne au sud du boulevard Hamel en boulevard urbain, en adéquation avec le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du pôle urbain Hamel-Laurentien de la Ville de Québec;
- Nous réitérons notre demande d'une étude pour la gestion dynamique des voies sur le pont Pierre-Laporte;
- Financer adéquatement le transport en commun, incluant le service de transport adapté, afin que la société de transport ait les ressources financières nécessaires pour améliorer la desserte hors des arrondissements centraux et ainsi mieux desservir les usagers en périphérie du centre-ville par un service d'autobus;

- Enfin, nous rappelons notre demande de la construction d'un pont d'étagement à l'intersection de l'autoroute Robert-Bourassa et le boulevard Lebourgneuf pour faciliter la mobilité dans ce secteur déjà sous pression. D'ailleurs, une étude sur cette intersection est en cours et dont nous attendons avec impatience les conclusions.

4. Développement économique et préoccupations concernant le quartier St-Roch

Au moment où les gens d'affaires sonnent le tocsin face aux menaces directes de la nouvelle administration Trump sur notre économie, nous attendons encore les bénéfices concrets de la Zone économique métropolitaine (ZEM), qui devrait pourtant être la première aux barricades. Nos entreprises traversent une période difficile. La ville de Québec, autrefois un tigre économique grâce à plus de vingt ans de croissance ininterrompue, voit sa dynamique s'essouffler. Après une stagnation en 2022, son PIB a reculé de 0,4 % en 2023, un déclin unique parmi les grandes villes canadiennes auquel s'ajoute la perte de 15 200 emplois à Québec en 2024. Les prévisions du Conference Board d'un modeste redressement en 2024 et l'incertitude économique qui plane en ce début d'année 2025 demeurent préoccupantes.

Dans le seul quartier Saint-Roch au centre-ville, ce sont coup sur coup des commerces importants qui ont fermé leurs portes au cours des derniers mois, Benjo, La Cordée, sans compter les autres restaurants ou commerces qui ont mis la clé sous la porte durant la même période. Victimes de plusieurs facteurs : une insécurité grandissante, le télétravail qui a vidé plusieurs immeubles à bureaux, l'augmentation importante d'hébergement touristique commercial qui diminue d'autant le nombre de résidents et donc de consommateurs. Avons-nous besoin de vous rappeler le passé glorieux de ce quartier sorti de sa torpeur par le travail conjugué des Jean-Paul L'Allier, Jacques Parizeau et Bernard Landry qui ont rivalisé d'efforts et d'idées pour sauver ce quartier qu'à l'époque, on croyait perdu. N'attendons pas que la situation se dégrade encore davantage pour réagir. La rumeur court que votre gouvernement chercherait à diminuer sa présence dans Saint-Roch en déplaçant plusieurs dizaines d'employés qui y travaillent, entre autres à l'Édifice Cartier, pour les réaffecter dans d'autres immeubles de la colline parlementaire. Si cela s'avérait, la disparition de ces travailleurs déjà bien établis dans ce quartier déjà fragile aurait un impact très négatif sur sa vitalité et les commerces de services situés autour. Nous vous demandons donc expressément de maintenir en place vos employés pour encore quelques années, le temps de permettre au quartier de se redynamiser. Alors que la Ville vient de faire l'acquisition du bâtiment contigu à la bibliothèque Gabrielle-Roy, quel malheureux signal le gouvernement de la CAQ enverrait-il à la population de Saint-Roch?

Demandes :

- Nous vous demandons de surseoir à la décision de déménager plusieurs dizaines d'employés de la fonction publique québécoise vers d'autres immeubles de la colline parlementaire;
- Nous réitérons notre demande de mesures urgentes pour contrer la pénurie de main-d'œuvre et la poursuite des investissements en automatisation des secteurs qui pourraient bénéficier de cette innovation;

- Nous demandons de rendre plus efficace la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes immigrantes, ainsi que le retour de la mesure des Certificats de sélection du Québec (CSQ) accordés aux étudiants étrangers dans nos collèges et universités car ce sont des gens formés dans nos institutions d'enseignement, qui parlent notre langue et qui vivent déjà dans nos communautés. Ce serait un geste concret pour attirer davantage de travailleurs sur le marché de l'emploi;
- Nous réclamons la levée du moratoire actuel pour permettre l'admissibilité des travailleurs étrangers temporaires aux Certificats de sélection du Québec (CSQ);
- Nous soutenons de plus les demandes formulées à plusieurs reprises par la FADOQ et la Fédération des chambres de commerce du Québec de bonifier le crédit d'impôts pour prolongation de carrière et le modifier pour qu'il soit remboursable afin de ne pas pénaliser ceux et celles qui souhaitent continuer d'apporter une contribution au marché de l'emploi;
- Toujours dans la perspective d'augmenter le bassin de main-d'œuvre, nous demandons plus d'incitatifs pour le travail des personnes ayant des limitations fonctionnelles;
- Soutenir le développement de nouveaux parcs technologiques en investissant dans la décontamination de certains terrains qui pourront ainsi être réhabilités afin de favoriser l'arrivée de nouvelles entreprises et stimuler la création d'emplois;
- Enfin, nous demandons le maintien des aides et crédits accordés à l'industrie québécoise du divertissement immersif, des installations et projections, de la production visuelle et sonore ainsi que des technologies et logiciels, une mesure qui a permis à la Ville de Québec de devenir une importante plaque tournante dans le domaine des TI et du jeu interactif dans Saint-Roch.

5. Itinérance et soutien aux organismes sociaux

Au cours des dernières semaines, la mairesse de Montréal a interpellé le premier ministre Legault pour des actions immédiates en matière de lutte à l'itinérance. Votre gouvernement ne doit pas faire la sourde oreille à ce cri du cœur qui est lancé par elle et par toutes les villes du Québec qui peinent à soutenir les organismes qui viennent en aide aux personnes les plus vulnérables de notre société et qui assurent le bien-être des personnes vivant en situation d'itinérance ou souffrant de problèmes de dépendance ou de santé mentale. Au moment où l'argent public est rare, il doit d'autant plus être investi là où il peut faire une véritable différence. Le gouvernement doit fournir un effort supplémentaire pour s'assurer que les organismes sociocommunautaires aient les ressources nécessaires pour faire face à la hausse des besoins d'accompagnement des personnes en situation d'itinérance que l'on voit de plus en plus en périphérie du centre-ville.

Demandes :

- Bonifier de 25 M\$ sur 5 ans le soutien à la mission des organismes œuvrant auprès des personnes en situation d'itinérance afin d'assurer qu'ils aient les ressources nécessaires partout sur le territoire de la Ville pour faire face à l'augmentation des besoins en services, en accompagnement, en hébergement et en logement de transition.
- Accéder aux demandes présentées dans la Déclaration commune sur l'itinérance du Réseau solidarité itinérance du Québec⁴.

6. Sécurité publique et violence urbaine

La ville de Québec, qui figurait parmi les villes les plus sécuritaires au pays avec un taux de criminalité très bas pour sa population, est maintenant malheureusement aux prises avec une recrudescence de violence liée au trafic de drogues et aux conflits entre groupes criminalisés. Nous ne devons pas négliger la sécurité de nos citoyens et citoyennes qui pourraient être les victimes collatérales de ces règlements de compte. Nous souhaitons vivement que le ministère de la Sécurité publique s'assure que le Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) obtienne tout le soutien logistique et le financement nécessaires au maintien de la paix dans la ville.

Demande :

- Soutenir financièrement et logistiquement le SPVQ dans sa lutte à la violence urbaine et aux crimes liés aux conflits entre groupes criminalisés.

7. Statut de capitale nationale⁵

La Déclaration de réciprocité concernant le nouveau partenariat entre le gouvernement du Québec et les gouvernements de proximité signée le 13 décembre 2023 ne tient pas compte du statut de la Ville de Québec en tant que capitale nationale du Québec, statut qui nous vous le rappelons, comporte des responsabilités importantes quant au développement économique et au rayonnement de la Ville. Nous désirons vous rappeler que la subvention annuelle à la capitale nationale, fixée à 7,8 M\$ pour les prochaines années, soit à la même hauteur depuis 2019, pour réaliser sa mission et qu'elle devrait être indexée.

⁴ Déclaration commune en faveur des personnes en situation d'itinérance, d'exclusion sociale et de pauvreté, décembre 2024, <https://itinérance.ca/declaration/>

⁵ [Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs](#), LQ 2016, c 31

Demandes :

- Dorénavant, il serait souhaitable que la subvention à la capitale nationale soit, au minimum, indexée annuellement à l'inflation;
- Poursuivre les démarches en vue de la réalisation de la phase 4 de la promenade Samuel-De Champlain.

Conclusion

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ces demandes qui n'ont pour but que d'améliorer la qualité de vie des citoyennes et citoyens, un objectif que nous poursuivrons, vous et nous, sans relâche.

1. Annexe

Tableau récapitulatif des demandes des élu·es et élus de Québec d'abord

Habitation et logement	• Déployer un programme spécial de soutien aux zones à fort potentiel en collaboration avec le fédéral afin d'augmenter l'offre de logements à Québec, notamment sur les friches de la 41e Rue, le terrain vacant de la rue de Verdun et la zone du Colisée sur le site d'ExpoCité; • Nous réitérons le souhait de voir se construire au moins 500 logements sociaux (à ne pas confondre avec des logements abordables) annuellement pour Québec pour les 5 prochaines années; • Poursuivre l'évaluation des hypothèses de reconversion des bâtiments de l'Hôtel-Dieu de Québec pour assurer de conserver un nombre critique de travailleurs et de résidents dans le Vieux-Québec et de créer du logement dans les autres bâtiments ou terrains adjacents; • Mettre en place une stratégie concrète pour soutenir la création de résidences privées pour aînés (RPA); • Considérant le faible nombre de projets sélectionnés pour le Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) (2 pour la Capitale-Nationale), nous souhaitons voir le gouvernement mettre rapidement en branle une phase 2 aux appels à projets.
Culture et patrimoine	• Nous voudrions une augmentation des enveloppes consacrées à la culture pour rétablir l'équilibre avec la part occupée par la sauvegarde du patrimoine bâti dans les ententes entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (MCCQ); • Trouver, en collaboration avec le milieu, une vocation aux anciennes Nouvelles casernes, peut-être en lien avec la collection archéologique de la Ville de Québec; • Le fonds des grands événements, récupéré par le Secrétariat à la Capitale-Nationale du Québec pourrait être davantage mis à contribution pour assurer le rayonnement culturel de Québec, en concordance avec la nouvelle Vision événementielle de la Ville de Québec; • Nous sollicitons une intervention concertée du gouvernement et des villes via les unions municipales auprès des compagnies d'assurances pour trouver une solution pour aider les propriétaires qui ne parviennent plus à assurer leurs bâtiments patrimoniaux; • Nous réitérons notre soutien aux projets d'agrandissement des installations du théâtre Premier Acte et la construction de l'Espace Riopelle au Musée national des beaux-arts du Québec; • Nous demandons une réactivation de l'aide du gouvernement pour le Plan des Rivières; • Afin de préserver l'accès du public québécois à des expositions internationales de grande envergure, nous sollicitons le ministère de la Culture pour qu'il compense le million de dollars retranché par la Ville de Québec au financement des musées d'État, assurant ainsi la pérennité de leur programmation et leur rayonnement.
Mobilité et transport	• Nous attendons toujours que soit évaluée la fermeture de la sortie François-de-Laval de l'autoroute Dufferin-Montmorency en attendant sa transformation en boulevard urbain, respectant ainsi les recommandations du coroner Nicole pour sécuriser cette intersection; • Nous demandons que le MTQ poursuive les études de transformation de la partie de l'autoroute Laurentienne au sud du boulevard Hamel en boulevard urbain, en adéquation avec le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du pôle urbain Hamel-Laurentien de la Ville de Québec; • Nous réitérons notre demande d'une étude pour la gestion dynamique des voies sur le pont Pierre-Laporte; • Financer adéquatement le transport en commun, incluant le service de transport adapté, afin que la société de transport ait les ressources financières nécessaires pour améliorer la desserte hors des arrondissements centraux et ainsi mieux desservir les usagers en périphérie du centre-ville par un service d'autobus plutôt que par vélo; • Enfin, nous rappelons notre demande de la construction d'un pont d'étagement à l'intersection de l'autoroute Robert-Bourassa et le boulevard Lebourgneuf pour faciliter la mobilité dans ce secteur déjà sous pression. D'ailleurs, une étude sur cette intersection est en cours et dont nous attendons avec impatience les conclusions.

1. Annexe

Développement économique et préoccupations concernant le quartier St-Roch	- Nous vous demandons de surseoir à la décision de déménager plusieurs dizaines d'employés de la fonction publique québécoise vers d'autres immeubles de la colline parlementaire; - Nous réitérons notre demande de mesures urgentes pour contrer la pénurie de main-d'œuvre et la poursuite des investissements en automatisation des secteurs qui pourraient bénéficier de cette innovation; - Nous demandons de rendre plus efficace la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes immigrantes, ainsi que le retour de la mesure des Certificats de sélection du Québec (CSQ) accordés aux étudiants étrangers dans nos collèges et universités car ce sont des gens formés dans nos institutions d'enseignement, qui parlent notre langue et qui vivent déjà dans nos communautés. Ce serait un geste concret pour attirer davantage de travailleurs sur le marché de l'emploi; - Nous réclamons la levée du moratoire actuel pour permettre l'admissibilité des travailleurs étrangers temporaires aux Certificats de sélection du Québec (CSQ); - Nous soutenons de plus les demandes formulées à plusieurs reprises par la FADOQ et la Fédération des chambres de commerce du Québec de bonifier le crédit d'impôts pour prolongation de carrière et le modifier pour qu'il soit remboursable afin de ne pas pénaliser ceux et celles qui souhaitent continuer d'apporter une contribution au marché de l'emploi; - Toujours dans la perspective d'augmenter le bassin de main-d'œuvre, nous demandons plus d'incitatifs pour le travail des personnes ayant des limitations fonctionnelles; - Soutenir le développement de nouveaux parcs technologiques en investissant dans la décontamination de certains terrains qui pourront ainsi être réhabilités afin de favoriser l'arrivée de nouvelles entreprises et stimuler la création d'emplois; - Enfin, nous demandons le maintien des aides et crédits accordés à l'industrie québécoise du divertissement immersif, des installations et projections, de la production visuelle et sonore ainsi que des technologies et logiciels, une mesure qui a permis à la Ville de Québec de devenir une importante plaque tournante dans le domaine des TI et du jeu interactif dans Saint-Roch.
Itinérance et soutien aux organismes sociaux	- Bonifier de 25 M\$ sur 5 ans le soutien à la mission des organismes œuvrant auprès des personnes en situation d'itinérance afin d'assurer qu'ils aient les ressources nécessaires partout sur le territoire de la Ville pour faire face à l'augmentation des besoins en services, en accompagnement, en hébergement et en logement de transition; - Accéder aux demandes présentées dans la Déclaration commune sur l'itinérance du Réseau solidarité itinérance du Québec.
Sécurité publique et violence urbaine	Soutenir financièrement et logistiquement le SPVQ dans sa lutte à la violence urbaine et aux crimes liés aux conflits entre groupes criminalisés.
Statut de capitale nationale	- Dorénavant, il serait souhaitable que la subvention à la Capitale-Nationale soit, au minimum, indexée annuellement à l'inflation; - Poursuivre les démarches en vue de la réalisation de la phase 4 de la promenade Samuel-De Champlain.